

Paris, le 27/03/2006

Le CPE, le nouveau cadeau du gouvernement au patronat

Qu'est que le CPE ?

Le CPE n'est pas un nouveau contrat censé relancer l'embauche, ce n'est pas non plus un moyen plus efficace de faire entrer les jeunes dans le milieu du travail.

Soyons clairs, ce contrat première embauche n'est pas là pour aider la jeunesse française à s'épanouir, à pouvoir faire des projets et à élever son niveau de vie.

Le CPE, c'est simplement la légalisation d'une précarité déjà existante. C'est permettre aux grosses entreprises de faire des bénéfices chaque fois plus monstrueux en employant toujours aux plus bas salaires.

Le CPE, c'est demander à ceux qui ne peuvent pas, de faire des sacrifices pour soi-disant relancer l'emploi et la sacro-sainte croissance.

C'est céder devant les pouvoirs financiers, c'est accorder à ceux qui n'en ont pas besoin, des facilités et des aides.

Les ruptures de contrats sans motivation et surtout les 3 ans d'exonération de charges patronales sont bien là pour rendre plus attractif ce nouveau contrat et assurer de cette manière la toute puissance du MEDEF et des patrons. Ils auront ainsi tout intérêt à ne pas embaucher de jeunes en CDI normaux, mais seulement avec ce type de « sous-contrats » précaires.

Avec cette période d'essai version maxi longue, le CPE amène 2 ans d'incertitude à une durée difficilement évaluable, mais beaucoup trop longue pour être supportable. Cela revient à dire que sous prétexte de relancer l'embauche, on justifierait la précarité pour les jeunes, avec la croyance dépassée qu'il est nécessaire pour des jeunes salariés de « galérer » en début de carrière.

On en arrive donc au questionnement suivant, pourquoi en France les jeunes continuent-ils d'être considérés comme des semi employés, des demi être humains en quelque sorte, pourquoi n'auraient-ils pas les mêmes droits que le reste de la population active ? L'égalité des chances est simplement inexistante dans ce contrat première embauche.

Mais cette loi n'est qu'un ajout dans le cadre d'une politique plus globale menée par notre gouvernement, qui est celle de l'appauvrissement des populations et du retrait progressif mais inéluctable des acquis sociaux, pour permettre aux multinationales et aux patrons de faire leurs lois et leurs choix. Car il est certain qu'une population vivant dans la précarité et la crainte de perdre son emploi a toujours accepté plus facilement des emplois sous-payés, devenu l'unique solution puisque l'unique modèle.

**Le Parti Humaniste exige le retrait pur et simple du CPE
et l'ouverture de discussions avec l'intersyndicale étudiante,
seule représentante valable de la jeunesse.**



Alain Ducq
Président du Parti Humaniste